

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DCPAT - 2025 – n° 998 portant prescriptions complémentaires

**Syndicat 3R D'ANJOU
Exploitation d'un centre de stockage et de traitement de déchets non dangereux
au lieu-dit « La Courterie », sur la commune de VAL D'ERDRE-AUXENCE (49183)**

Le Secrétaire Général,
chargé de l'administration de l'État
dans le département de Maine-et-Loire

- Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-3, L. 181-14, L. 181-15, L. 511-1, L. 541-1, L. 541-15, L. 541-25-1, R. 122-2, R. 181-45, R. 181-46 et R. 181-49;
- Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;
- Vu** le décret du 29 octobre 2025 portant cessation de fonction du préfet de Maine-et-Loire ainsi que l'arrêté du premier ministre du 24 juillet 2025 portant admission à la retraite de M. Philippe CHOPIN, préfet de Maine-et-Loire, administrateur de l'État du grade transitoire et réintégré dans le corps des administrateurs de l'État à compter du 2 novembre 2025 ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** le schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SARDET) approuvé le 7 février 2022 ;
- Vu** l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n°55 du 18 mars 2013 autorisant le SYCTOM du Loire Béconnais à poursuivre l'exploitation d'un centre de stockage et de traitement de déchets non-dangereux implanté sur le territoire de la commune du Louroux Béconnais au lieu-dit «La Courterie» ;
- Vu** le porter-à-connaissance du 21 juin 2024 du syndicat 3R d'Anjou, demandant la prolongation de l'arrêté d'autorisation d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux située au lieu-dit « La Courterie » à Val d'Erdre- Auxence (49183) ;
- Vu** l'avis du Conseil régional des Pays de la Loire du 2 janvier 2025 ;
- Vu** le courrier du 27 septembre 2025 du syndicat 3R d'Anjou, sollicitant l'élargissement du périmètre des déchets admissibles dans l'ISDND du Louroux Béconnais au territoire de la Communauté de Communes Touraine Val de Loire (CCTOVAL) ;
- Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 7 octobre 2025 ;
- Vu** le courrier adressé le 14 octobre 2025 à l'exploitant pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;
- Vu** l'absence d'observations de l'exploitant ;

Considérant que le projet, qui consiste en la prolongation de la durée d'autorisation d'exploiter l'installation de stockage de déchets non dangereux du Val-d'Erdre-Auxence, au plus tard jusqu'au 31 décembre 2029 :

- ne constitue pas une extension devant faire l'objet d'une nouvelle évaluation environnementale systématique en application du II de l'article R. 122-2 susvisé du Code de l'environnement,
- n'est pas de nature à entraîner des dangers et inconvénients significatifs pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 susvisé du Code de l'environnement ;

Considérant que le SMIPE Val Touraine Anjou est le syndicat de collecte et de valorisation des déchets sur le territoire de Touraine Ouest Val de Loire, et qu'il recouvre l'ensemble du territoire de la Communauté de communes Touraine Val de Loire depuis le 1^{er} janvier 2024 ;

Considérant que la Communauté de communes Touraine Val de Loire fait partie des adhérents du SIVERT (Syndicat Intercommunal de Valorisation et de Recyclage Thermique des Déchets) et est située en dehors du département de Maine-et-Loire ;

Considérant que le projet de modification ne constitue pas, de ce fait, une modification notable substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I.susvisé du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L. 541-1 susvisé du Code de l'environnement et en particulier l'obligation de réduire de 50 % les quantités de déchets non dangereux non inertes admis en installation de stockage en 2025 par rapport à 2010 ;

Considérant que le conseil régional des Pays de la Loire a donné un avis favorable en indiquant :

- qu'au regard du principe de proximité et de l'appartenance du syndicat 3R d'Anjou au syndicat de traitement des déchets SIVERT, la zone de chalandise peut être étendue au périmètre du SIVERT ;
- que les déchets reçus soient exclusivement des refus de tri (des déchets ultimes) ;

Considérant que le projet constitue une évolution notable au sens de l'alinéa II de l'article R. 181-46 susvisé du Code de l'environnement et qu'il y a lieu de fixer des prescriptions complémentaires en application des dispositions de l'article R. 181-45 du même code ;

Considérant que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de réduire les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 susvisé du Code de l'environnement ;

SUR proposition du Secrétaire général de Maine-et-Loire,

ARRÊTE

TITRE 1 : portée, conditions générales

L'installation de stockage de déchets non dangereux est exploitée conformément aux dispositions de l'arrêté du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux.

CHAPITRE 1.1. Durée d'exploitation – capacité

Article 1.1.1. Prolongation de la durée d'exploitation

L'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux est prolongée jusqu'au 31 décembre 2029.

Article 1.1.2. Capacité maximale annuelle

La capacité maximale annuelle de l'installation de stockage de déchets non dangereux est fixée à 9 000 tonnes par an de déchets.

CHAPITRE 1.2. Origine géographique des déchets admis

Article 1.2.1.

L'article 1.2.4 de l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n°55 du 18 mars 2013 modifié par le donner acte de la préfecture de Maine-et-Loire du 17 octobre 2019, est modifié comme suit :

« Les déchets non dangereux admis dans l'installation de stockage proviennent du département de Maine-et-Loire et des communes couvertes par la CCTOVAL (Communauté de communes Touraine Val de Loire, syndicat de collecte et de valorisation des déchets inclut dans le SIVERT). »

CHAPITRE 1.3 Garanties financières

L'exploitant procède à l'actualisation des garanties financières définies au chapitre 1.6 de l'arrêté préfectoral DIDD-2013 n°55 du 18 mars 2013.

L'exploitant adressera dans un délai de 3 mois à compter de la signature du présent arrêté les actes de cautionnement attestant de l'actualisation des garanties financières pour le site de La Courterie conformément à l'article R.516-1 du Code de l'environnement.

2505 . NOV 0 1

TITRE 2 : Modalités d'exécution, voies de recours

Article 2.1. Publicité

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, une copie du présent arrêté est déposée aux archives de la mairie de Val-d'Erdre-Auxence et affichée à la porte de cette mairie pendant une durée d'un mois.

Un procès verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par la mairie de Val-d'Erdre-Auxence, et transmis à la préfecture. L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 2.2. Délais et voies de recours

En application de l'article L.514-6 du Code de l'environnement le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211 et L. 511-1 dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R.181-51 du Code de l'environnement).

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application «Télérécours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant autorisation de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 2.3. Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire, la Sous-préfète de Segré-en-Anjou Bleu, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) chargée de l'inspection des installations classées, le Maire de LONGUENÉE-EN-ANJOU sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté, dont une copie est adressée par lettre recommandée avec accusé de réception au syndicat 3RD'ANJOU.

Fait à ANGERS, le **10 NOV. 2025**

Le Secrétaire Général,
chargé de l'administration de l'État
dans le département de Maine-et-Loire



Emmanuel LE ROY